

Solidarität, Austausch, Wirkung –
aus Sicht der Personellen
Entwicklungszusammenarbeit

Solidarité, échange, impact –
points de vue de la coopération
par l'échange de personnes



SCHWERPUNKT THÈME PRINCIPAL

Widerstandskraft des Südens stärken Renforcer les résistances du Sud

Konzernverantwortung durch Solidarität
La solidarité pour responsabiliser les entreprises

ENTRETIEN Page 6

**Repenser
le concept de
solidarité**

REPORTAGE Page 11

**Déforestation :
David contre
Goliath**

REPORTAGE Seite 14

**Kampf für
eine würdige
Umsiedlung**

ÉTUDES Page 18

**Le défi des
fondamentalismes**

SCHWERPUNKT THÈME PRINCIPAL



Widerstandskraft des Südens stärken

Renforcer les résistances du Sud

La liberté des pauvres est centrale dans la solidarité

Page 6

Gelbe Karte: Transnationale Unternehmen gehören ins Herz der gesellschaftlichen Debatte

Seite 10

Déforestation au Mexique: David contre Goliath

Page 11

Zwischen Widerstand und dem Traum von einer besseren Zukunft

Seite 14

FORSCHUNG, KOLUMNEN RECHERCHE, OPINIONS



Fundamentalismen
Fondamentalismes

Les fondamentalismes en tant que défis pour la coopération

Page 18

Neue Kürzungen in der Entwicklungshilfe sind inakzeptabel

Seite 21



Zusammenarbeit dort und hier



Georg L'Homme,
Geschäftsführer Unité

Die überragende Mehrheit der Fachleute der Personellen Entwicklungszusammenarbeit erzielt ihre Hauptwirkung direkt bei einer Partnerorganisation im Süden. In und mit zivilgesellschaftlichen Organisationen suchen sie Handlungsfreiräume zu eröffnen. Sie unterstützen die Widerstandskraft von lokalen Gemeinschaften, die unter negativen Auswirkungen von multinationalen Konzern-Aktivitäten leiden, wie in El Hatillo, Kolumbien, oder in Chiapas, Mexiko. Während die «Kollateralschäden» wie Vernichtung der Lebensgrundlagen und der Umwelt der lokalen Bevölkerung bleiben, fliegen die Profite zuweilen in den Norden. Dies stellt eine Form des Kolonialismus dar.

Beim Engagement der Personellen Entwicklungszusammenarbeit werden lokale Initiativen gefördert und nicht einfach altbekannte Modelle aus der Schweiz reproduziert. Denn durch den geteilten Alltag erhalten diese Fachleute ein tiefes Verständnis für die lokalen Lebens- und Arbeitsrealitäten. Dabei ist die solidarische Komponente wesentlich. Durch die Präsenz von kompetenten und sichtbaren Ausländern, «Westlern», bestärken sie nach Innen und zeigen nach Aussen einen internationalen Bezug.

Die Sensibilisierungsarbeit in der Schweiz ist auch ein entscheidendes Mittel. Die Zeugnisse aus dem Süden richten sich an die hiesige Bevölkerung und auch an das Topmanagement von multinationalen Konzernen. Und jene Länder, die sich mit verschlossenen Augen auf Kosten der Lebensgrundlagen der südlichen Bevölkerungen bereichern, sollen hinsehen und fehlbare Konzerne zur Rechenschaft ziehen – wie von der Konzernverantwortungsinitiative vorgeschlagen. Solch eine Massnahme würde die Menschen im Süden wie auch korrekt arbeitende Schweizer Unternehmen schützen.

Patrice Meyer-Bisch est philosophe. Il préside l'Observatoire de la diversité et des droits culturels et coordonne la chaire UNESCO de l'université de Fribourg, où il était en charge de l'Institut interdisciplinaire d'éthique et des droits de l'homme jusqu'en septembre 2016.

Sergio Ferrari est journaliste. Il collabore notamment avec Swissinfo et « Le Courrier », ainsi qu'avec de nombreux journaux Latino-Américains. Depuis près de quarante ans, il travaille pour l'organisation de coopération par l'échange de personnes E-CHANGER.

Chantal Peyer ist Historikerin und Politologin und hat sich an der Universität Oxford in International Human Rights Law spezialisiert. Derzeit leitet sie den Sektor Unternehmen und Menschenrechte bei Brot für alle und ist Mitglied im Vorstand der Konzernverantwortungsinitiative.

Hans Scherrer est ingénieur forestier. Envoyé par DM-échange et mission au Mexique, il y renforce l'approche programmatique et le travail en réseau de l'organisation locale INESIN. Auparavant, il a notamment été actif pour la Confédération, directeur d'entreprises en Suisse et en Colombie, ainsi qu'expert au Sri Lanka pour la FAO.

Béatrice Faidutti-Lueber est responsable de la communication et de la recherche de fonds à Eirene Suisse. Également chargée de programme pour l'Amérique centrale, elle est titulaire de Master en relations internationales (Graduate Institute, Genève) et en West European Studies (University of Sussex).

Tatiana Rojas Gerber ist Fachfrau für Kommunikation, und **Francesco Gerber** ist Sozialpädagoge. Seit 2015 sind sie im Einsatz für Comundo im Norden von Kolumbien. Dort unterstützen sie die lokale Organisation ASOCAPROHA, die von Bewohnerinnen und Bewohnern von El Hatillo gegründet worden ist, um die Interessen der Gemeinde und der Bevölkerung zu schützen und zu stärken.

© 06.2017

Unité
Schweizerischer Verband
für Personelle Entwicklungs-
zusammenarbeit
Association suisse pour
l'échange de personnes
dans la coopération
au développement
Rosenweg 25, 3007 Bern
info@unite-ch.org
www.unite-ch.org

«Praxis», das Magazin von Unité, erscheint zweimal jährlich und informiert aus dem Blickwinkel der Personellen Entwicklungszusammenarbeit über aktuelle Themen. Le Magazine d'Unité, «Praxis», paraît deux fois par an et partage des points de vue de la coopération par l'échange de personnes sur des thèmes actuels.

Redaktion Rédaction
Raji Sultan

Gestaltung Graphisme
Clerici Partner Design, Zürich

Druck Impression
Printoset, Zürich

Papier Papier
Inuit 100% Recycling –
Tactile, 100g/m², 160g/m²

Auflage Tirage
800 Exemplare

Alle Rechte vorbehalten.
Tous droits réservés.



Widerstands- kraft des Südens stärken Renforcer les résistances du Sud

La liberté des pauvres est centrale dans la solidarité

Dans un monde en pleine mutation, le concept de solidarité exige d'être reformulé. Tel est l'avis exprimé dans un entretien avec «Praxis» par le philosophe suisse Patrice Meyer-Bisch, président de l'Observatoire de la diversité et des droits culturels et coordinateur de la chaire UNESCO à Fribourg.

Interview

Sergio Ferrari

Traduction de l'espagnol

H.P. Renk

Photos

Sergio Ferrari, E-CHANGER

Pour Patrice Meyer-Bisch, la liberté économique des pauvres est absolument centrale.

Nous vivons sur une planète qui se meut entre un marché globalisé et l'augmentation des murs comme des peurs envers « l'autre », le différent. Comment interpréter ce contexte délicat pour la solidarité et la coopération ?

Patrice Meyer-Bisch : Le cadre universel admet deux lectures. La lecture pessimiste est la continuité, voire le développement des guerres, des exclusions et d'un individualisme de masse accentué, avec un marché, illusoirement « globalisé », vu qu'il ne bénéficie qu'à une petite partie de la planète. Il faut y ajouter la nouvelle politique nord-américaine qui cherche à créer des murs pour contrôler les personnes et l'économie. Ce n'est pas du libéralisme au sens classique, puisque les libertés de chacun sont hors-jeu.

L'autre vision, plus optimiste, est une situation de crise avec des espaces pour l'innovation. Nous le voyons ainsi sur le plan culturel : il y a quelques années encore, on ne parlait pratiquement pas de droits culturels. Aujourd'hui, de nombreuses voix insistent sur le fait qu'il ne s'agit pas d'un pilier en plus, mais de la base même pour définir le type de développement que nous voulons, et qu'il est nécessaire de faire comprendre l'importance des droits humains dans l'économie.

En quoi ce contexte mondial constitue un défi conceptuel pour la solidarité ?

Il faut clarifier et définir ce que sont les libertés économiques. Pourquoi, par exemple, ne pas parler des libertés économiques des pauvres ? Quand un être humain n'a pas un sou dans son porte-monnaie pour acheter ou vendre,



ni pour garantir l'essentiel pour sa famille, il s'agit d'un être profondément humilié. La liberté économique des pauvres est absolument centrale, elle a la même importance que d'autres comme la liberté d'expression ou de déplacement, etc.

Je pense que le concept central de la liberté économique des pauvres – et donc des obligations économiques de tous – est une manière réelle de penser et d'exercer la solidarité, comme moyen pour garantir le droit de chacun de nourrir les siens et de se nourrir, ainsi que les autres droits humains.

Dans cette lecture, comment intégrer la solidarité entre le « Nord » et le « Sud » ?

En tentant de nous éloigner des amalgames rhétoriques. Il ne faut pas parler de nations riches et pauvres – bien qu'il existe des différences notables entre les pays –, mais surtout de gens plus riches que d'autres. L'exploitation des pauvres par les riches se produit dans tous les pays. Il y a de très nombreux riches dans les pays catalogués comme « pauvres » et des gens extrêmement pauvres à Zurich ou à Genève.

Les simplifications conceptuelles bénéficient aux divers types de conservatismes. Par exemple, aux gouvernements des pays « en voie de développement », qui arborent leur pauvreté pour obtenir l'aide internationale, et aux pays du « Nord », qui font un peu de coopération, sans s'attaquer aux vrais problèmes. Comme par exemple l'indifférence face au scan-

Quand un être humain n'a pas un sou dans son porte-monnaie pour acheter ou vendre, ni pour garantir l'essentiel pour sa famille, il s'agit d'un être profondément humilié.

dale de la vente au Sud de produits pétroliers trois fois plus toxiques qu'ici, qui signifie entraîner la mort de milliers de personnes, dans l'indifférence des irresponsables coupables. Ou l'acceptation des salaires démesurés : l'année passée, le directeur de Novartis a gagné un million de francs par mois. C'est un crime économique. Mais ces situations ne produisent pas de grandes réactions, si ce n'est celles de quelques organisations non-gouvernementales et d'une petite partie de la population.

Que signifie alors la coopération ?

Un exemple concret. Nous travaillons depuis l'an 2000 au Burkina Faso pour élaborer des indicateurs de droits à l'éducation de base. Les lois de ce pays sont conformes aux textes internationaux. Néanmoins, malgré l'appui de l'aide internationale, il subsiste un taux d'analphabétisme qui était encore ces dernières années de 75%. Ceci, car l'école est néocoloniale et qu'elle se fait en français, alors que cette langue n'est parlée que par 6% de la population. Des personnes analphabètes ne voulaient pas envoyer leurs enfants à l'école, non par ignorance, mais parce qu'ils avaient un concept fort, intelligent et correct de l'école souhaitable. Ils rejettent alors ce type d'institution néocoloniale qui déracine et menace leur propre culture.

La véritable coopération se fait entre divers acteurs autour des valeurs profondes telles que le type d'éducation qu'ils veulent transmettre à leurs enfants, avec une forte participation des personnes à tous les niveaux : écoles, communes, association de mères et de familles. Dans cet exercice, le facteur humain est clé.



À gauche: Pour Patrice Meyer-Bisch, le facteur humain est la clé d'une véritable coopération.

À droite: L'anthropologue suisse Aja Diggelmann, au centre, est affectée par E-CHANGER au Burkina Faso. Elle y appuie avec la Marche Mondiale des Femmes des restauratrices de rue.



Cet exercice que vous décrivez suscite un questionnement de la coopération traditionnelle?

Sans aucun doute. La coopération est centralisée. Elle cherche à reproduire des modèles connus, en pensant que ceux-ci peuvent être exportés et appliqués dans les pays pauvres. Avec l'idée que tout y manque, y compris l'intelligence, et sans accepter une autre perspective : une personne ou une population pauvre sont potentiellement riches et la pauvreté est due au fait que leurs droits essentiels sont violés. On peut y aller pour observer, accompagner avec respect, pour renforcer des processus. Nous n'y allons pas pour « mesurer la pauvreté » et transférer nos logiques de mesure, d'impact, d'effets. Comme si nous savons tout mieux...

Ce nouveau paradigme implique-t-il la recherche de propositions alternatives ?

Je n'aime pas ce concept « alternatif », qui suppose l'existence d'un modèle unique, principal, dominant. Il faut tout réformer, changer de paradigmes, trouver un langage authentique quant aux droits et aux libertés économiques et donner un sens beaucoup plus puissant à la démocratie. C'est ce que nous appelons l'approche basée sur les droits de l'homme en développement. ■

La véritable coopération se fait entre divers acteurs autour des valeurs profondes. Dans cet exercice, le facteur humain est clé.



Transnationale Unternehmen gehören ins Herz der gesellschaftlichen Debatte

In dieser Rubrik übernimmt ein Gast die Schiedsrichter-pfeife. Für diese Ausgabe zeigt **Chantal Peyer** die gelbe Karte. Sie ist Teamleiterin Ethisch Wirtschaften bei Brot für alle.



Übersetzung Theodora Peter

Das Erstarken des Populismus in den USA, in Frankreich und anderswo offenbart die Zukunftsängste zahlreicher BürgerInnen. Dadurch zeigt sich auch das Bedürfnis, sich wieder eine Zukunft zu eröffnen, handlungsfähig zu sein und Einfluss auf die relevanten politischen und wirtschaftlichen Entscheide zu nehmen. Kurz: das Erstarken des Populismus zeigt die Notwendigkeit, die Bürgerdebatte zurückzugewinnen. Diese Debatte bildet den Sockel, auf dem die Demokratie ruht, und sie stand vor mehr als zwei Jahrhunderten am Ursprung der wichtigsten Gesetzeserlasse, die zu sozialen Fortschritten führten.

Heute gibt es einen Bereich, der sich dieser Debatte zu oft entzieht – sowohl in den reichen wie in den armen Ländern: die transnationalen Unternehmen. Noch nie in der Geschichte der Menschheit haben diese Unternehmen so viel Reichtum konzentriert wie heute. Mit einem Umsatz von mehr als 27,6 Billionen Dollar – fast das Doppelte des BIP der Vereinigten Staaten – kontrollieren die 500 weltweit grössten Unternehmen einen beachtlichen Teil der Weltwirtschaft (Zahlen 2015¹). Die Geschäfte dieser Unternehmen wirken sich enorm auf das Alltagsleben der Bevölkerung in Entwicklungsländern aus, sei dies auf steuerlicher Ebene, auf dem Arbeitsmarkt, bei den Menschenrechten oder der Umwelt. Und im Normalfall sind diese Auswirkungen negativ. Nehmen wir zwei Beispiele. Im Mai dieses Jahres publizierte Brot für alle einen Bericht über die Aktivitäten von Holcim-Lafarge in Uganda. Diese Studie zeigt, dass das Schweizer Unternehmen während zehn Jahren von Kinderarbeit in den Puzzolan-Minen profitiert hat. Bereits im April 2014 hatte eine andere Studie aufgezeigt, dass das Zuger Rohstoffunternehmen Glencore trotz Sanierungsversprechen weiterhin den Fluss Lulu in der Demokratischen Republik Kongo ver-

schmutzt. In diesem Fluss sind Fauna und Flora infolge der hohen Schwermetallbelastung zerstört, und das Wasser kann nicht einmal mehr zum Abwaschen benutzt werden.

Einführung einer Sorgfaltspflicht

Angesichts dieser Missbräuche hat eine Koalition von mehr als 80 Schweizer Nichtregierungsorganisationen und Verbänden im Oktober 2016 die Konzernverantwortungsinitiative eingereicht. Das Volksbegehren lanciert eine Bürgerdebatte zur sozialen Verantwortung der Unternehmen. Verlangt wird die Einführung einer Sorgfaltspflicht gegenüber der Umwelt und zur Einhaltung der Menschenrechte auch im Ausland. Eine solche Pflicht entspricht anerkannten internationalen Standards, und im Schweizer Recht existiert sie bereits im Bereich der Korruptionsbekämpfung. Die Wirtschaftslobbys schreien aber schon Zeter und Mordio und beteuern, die Anwendung freiwilliger Leitlinien reiche aus, um Menschenrechtsverletzungen durch Schweizer Firmen im Ausland zu reduzieren. Mit anderen Worten: «Keine Sorge, die Wirtschaft regelt sich ganz gut selber...» Doch die Lobbys liegen falsch: Mit der Verweigerung einer gesellschaftlichen Debatte nähren sie nur den Populismus. Und sie verpassen die Gelegenheit, sich einer offenen und visionären Diskussion für die Welt von morgen zu stellen. ■

1 <http://databank.worldbank.org/data/download/GDP.pdf>

Déforestation au Mexique: David contre Goliath



Le Mexique connaît l'un des rythmes de déforestation les plus élevés de la planète : selon Greenpeace, le pays perdrait 500 mille hectares de bois et de forêt chaque année. La principale cause de déforestation réside dans la volonté de transformer les zones arborisées en pâturages et champs cultivables. Cette pratique est soutenue par les autorités qui considèrent les forêts comme des terrains non productifs, sans comprendre leur importance vitale. Le Chiapas, État du Sud mexicain, a ainsi vu sa couverture forestière diminuer de moitié ces 50 dernières années.

Texte

Béatrice Faidutti-Lueber

Photos

DM-échange et mission



Hans Scherrer (en haut à droite) accompagne des communautés rurales et indigènes du Chiapas au Mexique dans leur lutte contre le déboisement.

Le Mexique connaît l'un des rythmes de déforestation les plus élevés de la planète : selon Greenpeace, le pays perdrait 500 mille hectares de bois et de forêt chaque année. La principale cause de déforestation réside dans la volonté de transformer les zones arborisées en pâturages et champs cultivables. Cette pratique est soutenue par les autorités qui considèrent les forêts comme des terrains non productifs, sans comprendre leur importance vitale. Le Chiapas, État du Sud mexicain, a ainsi vu sa couverture forestière diminuer de moitié ces 50 dernières années.

DM-échange et mission est présent au Mexique depuis bientôt 40 ans et au Chiapas depuis 1996. Dès le début, il a privilégié un travail d'accompagnement intégral de communautés indigènes et rurales vivant dans des zones reculées. L'ONG suisse a notamment appuyé le travail d'animateurs/trices populaires. En 2001, DM-échange et mission établissait un partenariat avec l'INESIN (Instituto de Estudios e Investigación intercultural). « Notre partenariat se basait sur la capacité avérée de ce dernier à travailler de façon participative avec des acteurs/bénéficiaires locaux, et sur son intérêt et sa capacité à intégrer, dans ses programmes, des coopérants non seulement en tant que ressources, mais également comme vecteurs de nouvelles visions pour

renforcer et compléter son travail», se souvient Nancy Carrasco, responsable du programme Amérique latine. Cette collaboration se poursuit aujourd'hui, notamment par l'appui à son programme de reforestation.

Les communautés locales durement touchées

Envoyé par DM-échange et mission auprès de l'INESIN, l'ingénieur forestier saint-gallois Hans Scherrer renforce l'approche programmatique et le travail en réseau de cette organisation depuis 2013. Il accompagne également le processus de lutte contre le déboisement au sein de communautés rurales et indigènes, notamment par le biais d'ateliers. Ces communautés sont touchées de plein fouet : « Les répercussions de la déforestation au Chiapas sont dramatiques », témoigne-t-il. De fait, on observe un changement climatique important dû à la réduction des surfaces boisées qui, en temps normal, stockent le dioxyde de carbone et contribuent au rafraîchissement de l'air grâce à l'évaporation de l'eau absorbée par les arbres. « Ce phénomène, explique Hans Scherrer, affecte les communautés locales dans leur quotidien. Les saisons chaudes sont plus chaudes, avec des périodes de sécheresse causant des réductions voire des pertes de récoltes ; les saisons froides plus froides, avec une augmentation de l'intensité des pluies entraînant d'importantes inondations et un appauvrissement des sols ; certaines espèces animales et végétales sont en voie de disparition ».

Les besoins en bois augmentent de façon exponentielle, conséquence de la rapide croissance de la population. Les entreprises du Nord du pays et les entreprises étrangères signent des contrats d'exploitation avec le gouvernement ou avec de grands propriétaires terriens pour pouvoir couper des milliers d'hectares de forêts chaque année. Hans Scherrer déplore le manque de planification et de gestion durable de la forêt : « On parle de reboiser, mais on ne le fait pas. Il n'existe pas d'éducation et de formation environnementale, des enfants, des enseignants, de la population et même au niveau du gouvernement ». Facteur aggravant : la coupe illégale, qui représenterait 70% du marché mexicain du bois selon Greenpeace. Quasiment chaque communauté, d'après Hans Scherrer, pratique l'abattage d'arbres sans autorisation. Le gouvernement n'a pas le contrôle de la situation, si tant est qu'il le souhaite.

Insuffler un nouvel état d'esprit

S'il observe une résistance à l'encontre des autorités et des mesures prises par ces dernières pour inciter les paysans à vendre leurs terres – dont souvent la distribution d'argent –, Hans Scherrer constate également un mouvement de découragement généralisé chez les communautés. « Il est important de faire sortir les gens de leur déprime, de semer des graines dans leur tête pour faire renaître la responsabilité et le respect vis-à-vis de la nature. Distribuer de l'argent n'est clairement pas une solution. Il faut travailler pratiquement avec les communautés, avec sensibilité, patience, dans une perspective à long terme. » Hans se sent proche de cette population avec laquelle il travaille. La vie à la campagne, dans le Toggenburg de sa jeunesse, n'était pas si différente de celle des paysans et des indigènes du Chiapas d'aujourd'hui. ■

Il n'existe pas d'éducation et de formation environnementale, des enfants, des enseignants, de la population et même au niveau du gouvernement.

Zwischen Widerstand und dem Traum von einer besseren Zukunft

In der Gemeinde El Hatillo im Norden Kolumbiens kämpft die Bevölkerung seit Jahren für eine würdige Umsiedlung. Der Kohleabbau durch Rohstoffmultis hat dem Dorf buchstäblich den Boden unter den Füßen weggezogen. Die beiden COMUNDO-Fachpersonen Tatiana Rojas Gerber und Francesco Gerber begleiten die Gemeinschaft in diesem komplexen Prozess.

Text
Sergio Ferrari

Fotos
COMUNDO

«Die Umstände sind sehr schwierig: Die Menschen sind zermürbt von so vielen Jahren des Wartens», sagt Tatiana Rojas Gerber, die sich als Fachfrau für Kommunikation in El Hatillo engagiert. Seit nunmehr sieben Jahren verhandelt die Dorfbevölkerung mit internationalen Rohstoffmultis, unter ihnen Glencore, CNR oder Drummond, über einen Aktionsplan zur Umsiedlung. Nachdem die Unternehmen die Bodenressourcen in Beschlag genommen haben, müssten sie dafür sorgen, dass die Einwohner in würdigen Umständen leben können, was heute in El Hatillo nicht mehr möglich ist. Von der Umsiedlung in einen neuen Lebensraum erhoffen sich die Menschen, der Umweltverschmutzung, den damit verbundenen Krankheiten, Armut und Arbeitslosigkeit zu entfliehen.

In Hatillo wohnen 190 Familien oder rund 790 Personen, von denen die Hälfte unter 17 Jahre alt sind. «Sie leiden unter einer regelrechten sozialen Stagnation», stellt Rojas fest. Die Menschen erhalten nur einen winzigen Zu-

schuss und einige Grundnahrungsmittel wie Reis, Salz, Öl. Sie finden nur selten Jobs in den Kohleminen oder einer nahen Palmölfabrik. Die unzähligen Monate und Jahre der Unsicherheit fordern körperlich wie mental ihren Tribut. Zusätzlich verschlimmert hat die Lage die Ermordung des jungen Aktivisten Aldemar Parra, der das vom UNO-Entwicklungsprogramm UNDP unterstützte Imkereiprojekt geleitet hatte. Parra wurde am 7. Januar von zwei bewaffneten Unbekannten umgebracht, als er am helllichten Tag mit dem Motorrad unterwegs war.

Schleppende Verhandlungen

Die Bevölkerung hofft auf das Gelingen einer Vereinbarung mit den Multis zur Umsiedlung in ein Gebiet, das eine würdigere Lebensweise ermöglicht. Die Menschen sehnen sich danach, zur Selbstversorgung zurückzukehren und das zu tun, was sie schon immer getan haben: Landwirtschaftsland beackern. «Die Gemeinschaft lebt wegen der schleppenden und komplizierten Verhandlungen in einer permanenten Frustration. Trotz der Widerstandskraft der Leute

Von der Umsiedlung in einen neuen Lebensraum erhoffen sich die Menschen, der Umweltverschmutzung, den damit verbundenen Krankheiten, Armut und Arbeitslosigkeit zu entfliehen.



ist es ein Drama, zusehen zu müssen, dass nach wie vor Kinder auf kontaminiertem Boden aufwachsen und die älteren Dorfbewohner sterben, ohne vom Recht auf ein würdiges Zuhause profitieren zu können.»

Tatiana Rojas Gerber begleitet die 15 Gemeindevertreter nun schon seit mehr als zwei Jahren zu den Verhandlungen mit den Unternehmungen. «Sechs von ihnen wurden bedroht und spüren die Last der Unsicherheit». Dazu komme der Erwartungsdruck der Dorfbevölkerung bezüglich eines raschen Gelingens einer Vereinbarung. Francesco Gerber, der als Sozialpädagoge vor allem mit Jugendlichen arbeitet und soziale und kulturelle Projekte anstößt, ergänzt: «Die Arbeit in El Hatillo ist deshalb schwierig, weil es uns wie ein Kampf gegen eine Übermacht vorkommt. Wir haben den Eindruck, dass die Kräfte so ungleich verteilt sind, dass es nicht einfach ist, sich eine würdige Lösung vorzustellen mit einer Umsiedlung zu guten Bedingungen und einer Garantie aller Grundrechte.»

In El Hatillo hofft die Bevölkerung auf das Gelingen einer Vereinbarung mit den Multis zur Umsiedlung in ein Gebiet, das eine würdigere Lebensweise ermöglicht.



Tatiana Rojas Gerber und Francesco Gerber konnten die Gemeinschaft bei der Strukturierung der Arbeit und der Stärkung der lokalen Führungskräfte unterstützen.

Die Arbeit in El Hatillo ist deshalb schwierig, weil es uns wie ein Kampf gegen eine Übermacht vorkommt.

Sensibilisierung in der Schweiz

Trotz der komplexen Situation und dem existenziellen Dilemma der Gemeinschaft – zwischen aktuellem Widerstand und dem Träumen von einer besseren Zukunft – wird die Präsenz der beiden Fachpersonen von der Dorfbewölkerung geschätzt. «Wir versuchen unser Bestes zu geben zusammen mit der lokalen Bevölkerung», ergänzt Tatiana Rojas Gerber. «Wir konnten die Gemeinschaft bei der Strukturierung der Arbeit und der Stärkung der lokalen Führungskräfte unterstützen. Und es ist uns gelungen, über die Situation von El Hatillo in der Schweiz zu informieren und die Probleme sichtbar zu machen.»

Zu dieser Sensibilisierungsarbeit gehören nicht nur die regelmässigen Rundbriefe, ein Blog¹ sowie die Mobilisierung der Unterstützungsgruppen im Tessin und in der Romandie. Bei ihrem Schweiz-Besuch vom Oktober 2016 beteiligte sich das Paar an verschiedenen Aktivitäten, um auf die Situation in El Hatillo aufmerksam zu machen. Interessant sei insbesondere gewesen, offen die Rolle der Multis und die zerstörerische Wirkung ihrer Unternehmensaktivitäten zu thematisieren. «Dabei konnten wir nicht nur den Schweizer Behörden von unserem Alltag berichten, sondern auch Vertreter von Glencore befragen, die an einer unserer Konferenzen teilnahmen, sich aber mit dem Vorwand herausredeten, nur eine Minderheitsbeteiligung zu haben.»

Zurück in Kolumbien konnten die beiden nun feststellen, dass die Schweiz einen positiven Einfluss auf die Situation vor Ort und die Menschenrechte der Dorfgemeinschaft ausübt. Für Francesco Gerber weist El Hatillo jedoch über den Einzelfall hinaus: «Es geht um die Konfrontation mit einem Produktionsmodell, das weder auf die dörfliche Bevölkerung noch auf negative Umwelteffekte Rücksicht nimmt.» ■

1 <https://elhatillounido.wordpress.com>



Fundamenta- lismen Fondamenta- lismes

Les fondamentalismes en tant que défis pour la coopération

La thématique des fondamentalismes s'est imposée dans le débat public ces quinze dernières années, suite aux attentats qui ont frappé l'Amérique et l'Europe. Si ce phénomène est aujourd'hui traité surtout au travers de l'État Islamique, il est néanmoins plus divers et complexe qu'il n'y paraît, posant un défi au personnel de la coopération au développement qui y est confronté.

Texte Raji Sultan Photo Mission 21



Mission 21 s'engage dans le travail de paix et de réconciliation au Sud Soudan. Ici, un orphelin reproduit la guerre civile avec de l'argile.

Dans le cadre de son programme 2013–2016, Unité a mené un processus d'apprentissage mutuel sur les fondamentalismes avec ses organisations membres actives dans la coopération au développement par l'échange de personnes. Il a s'agit, premièrement, de comprendre les différentes dimensions des fondamentalismes et deuxièmement, d'y sensibiliser les acteurs de la coopération par l'échange de personnes. Troisièmement, les particularités de fondamentalismes présents dans des contextes de coopération ont été capturés par le biais d'une enquête, ce qui a finalement permis d'établir un panorama des défis causés, d'apprécier leurs importances spécifiques et d'identifier des mesures permettant de les limiter.

L'exercice, mené par un groupe de travail, s'est d'emblée avéré délicat. Il n'existe aujourd'hui pas de définition unanime du terme. Il a donc fallu en choisir une, basée à la fois sur la recherche académique et l'expérience du terrain. Celle-ci a justifié le dépassement du cadre religieux seul et l'inclusion de tout type de fondamentalismes. Trois caractéristiques ont ainsi été retenues pour les définir :

1. L'affirmation qu'une source d'idées, habituellement un texte, est complète et sans erreur, n'acceptant pas d'interprétations contradictoires.
2. L'opposition à une menace perçue.
3. L'interprétation sélective d'une vision du monde, afin d'imposer un ordre politique, social, économique ou culturel.

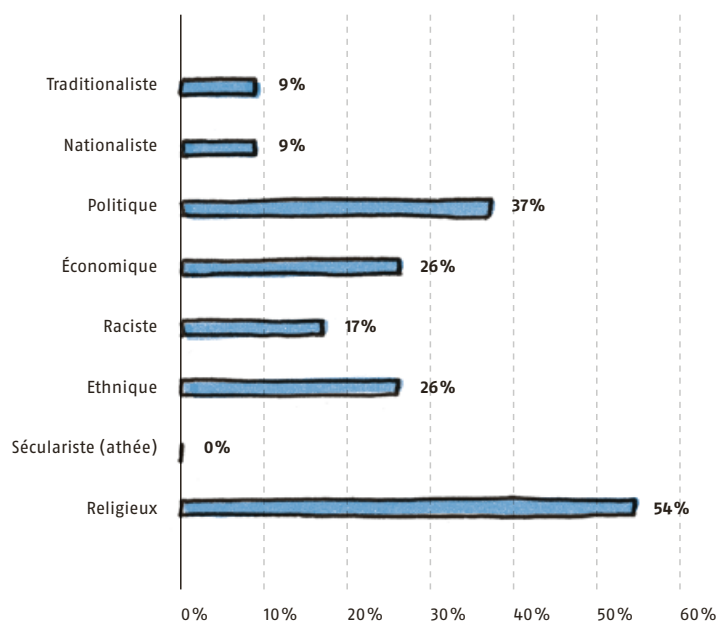
Une réalité diverse

L'enquête réalisée sur cette base auprès de coordinateurs d'organisations suisses au Sud, ainsi qu'auprès de dirigeants d'organisations partenaires du Sud et d'organisations suisses a démontré toute l'étendue du phénomène des fondamentalismes. En effet, deux tiers des quarante-neuf personnes interrogées ont indiqué la présence d'un fondamentalisme dans les contextes où ils opèrent. La doctrine de ces fondamentalismes était dans un peu plus de la moitié des cas, religieuse, mais dans seul un tiers des cas, elle était portée d'institutions ecclésiastiques. Le religieux étant ainsi instrumentalisé, notamment par un État, des partis politiques ou des groupes armés.

→ Voir diagrammes 1 et 2

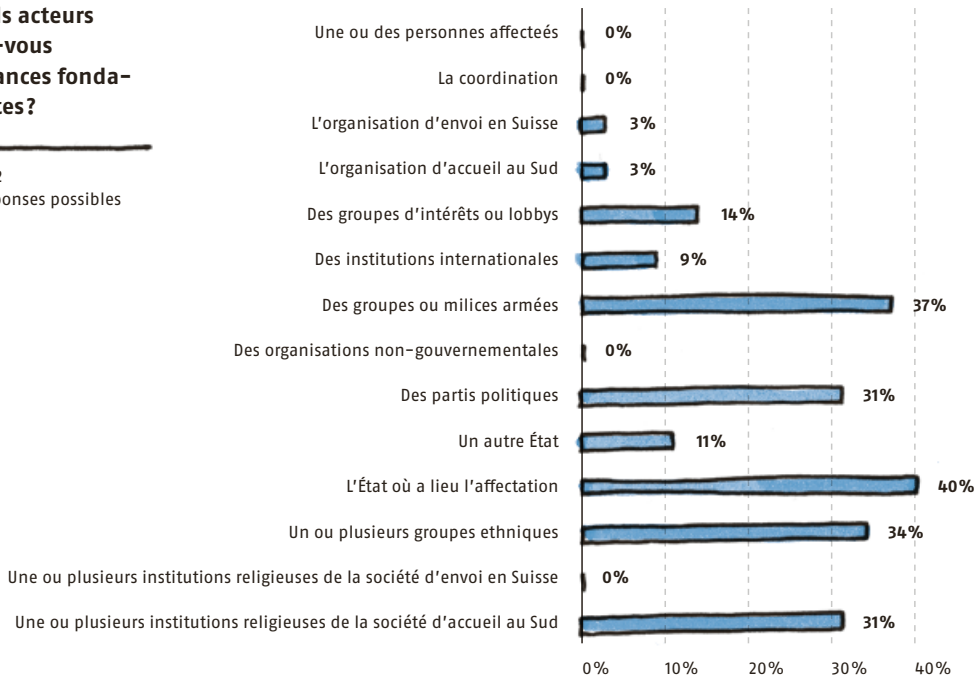
De quel type de doctrine le fondamentalisme se revendique-t-il?

Diagramme 1
Plusieurs réponses possibles



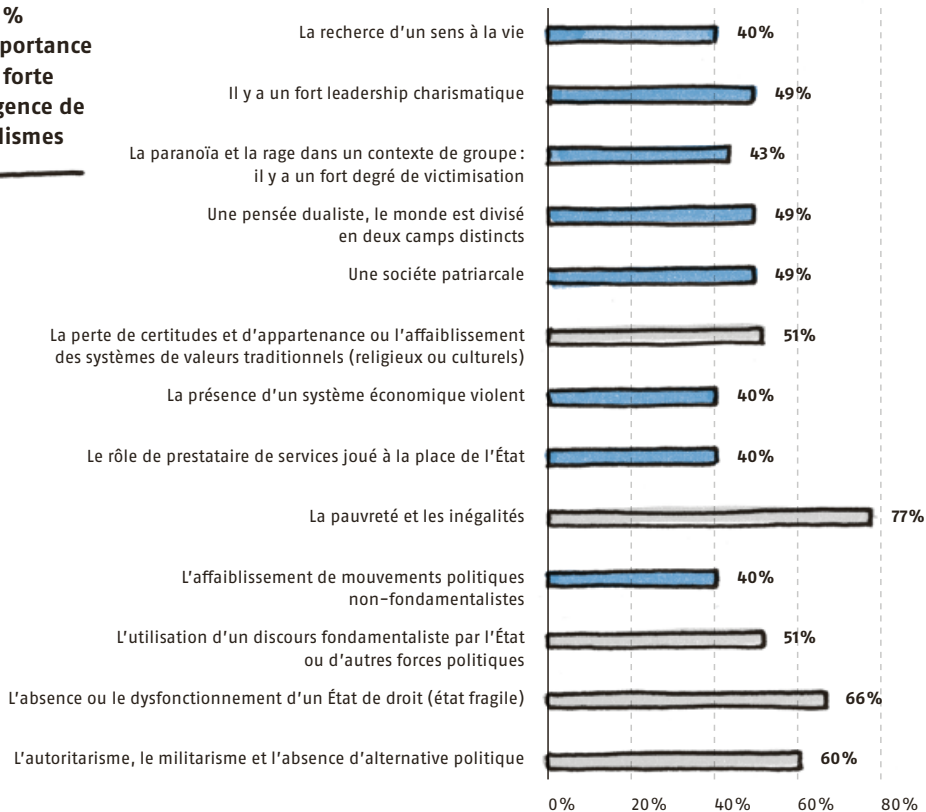
Chez quels acteurs percevez-vous des tendances fondamentalistes?

Diagramme 2
Plusieurs réponses possibles



Facteurs à 33% ou plus d'importance moyenne ou forte dans l'émergence de fondamentalismes

Diagramme 3



Pas de scénario unique

D'autre part, l'analyse des facteurs ayant favorisé l'émergence de ces fondamentalismes révèle qu'il n'y a pas de scénario unique qui se reproduit systématiquement, quel que soit le contexte. Néanmoins, elle permet d'identifier les contextes où un risque particulier existe. Si dans l'imaginaire collectif, les raisons qui poussent un individu à devenir fondamentaliste sont le désespoir ou la folie, l'étude de cas réels démontre une réalité plus complexe.

Ainsi, lors de l'enquête, treize facteurs, qu'ils soient politiques, économiques, sociaux ou psychologiques ont été jugés d'importance « moyenne » ou « forte » dans au moins un tiers des réponses. Parmi ceux-ci, cinq ont même été cités dans la moitié des cas. Il s'agit de « la pauvreté et les inégalités » qui arrive largement en tête (77%), de « l'absence ou le dysfonctionnement d'un état de droit » (66%), de « l'autoritarisme, le militarisme et l'absence d'alternative politique » (60%), ainsi que de « l'utilisation d'un discours fondamentaliste par l'État ou d'autres forces politiques » et « la perte de certitudes et d'appartenance ou l'affaiblissement des systèmes de valeurs traditionnels » (51%). On peut dès lors en déduire que la probabilité de voir des nouveaux fondamentalismes émerger est plus importante dans les contextes qui réunissent ces différentes caractéristiques.

→ Voir diagramme 3

Un impact non négligeable

Au niveau de leurs répercussions, les fondamentalismes ont un impact négatif sur les projets menés dans le cadre de la coopération par l'échange de personnes dans la moitié des cas. Celui-ci peut notamment consister à :

- des risques sur la sécurité des personnes et des biens ;
- une création d'une différenciation entre le personnel local et le personnel expatrié ;
- une limitation de la liberté d'expression et d'action ;
- une instrumentalisation ;
- une remise en cause de la planification du projet.

Selon l'importance de ces effets, le projet peut être amené à être revu à la baisse ou même abandonné. Face à cela, des mesures prises par les acteurs de la coopération par l'échange de personnes ont été recensées. Leur implémentation doit néanmoins toujours être pesée en fonction du contexte du projet et des besoins spécifiques, ainsi qu'être concertées entre les différents acteurs.

Des pistes existent

L'analyse du contexte joue donc un rôle primordial et doit être renforcée en présence de fondamentalismes. Elle doit aussi permettre d'informer et sensibiliser au mieux le personnel, grâce aussi à une capitalisation des expériences. En amont d'une affectation, la thématique des fondamentalismes devrait également être prise en compte dans les processus de sélection et de préparation. Dans le contexte, il est aussi possible d'agir sur les conditions qui permettent aux fondamentalismes de prospérer, notamment en promouvant la paix et les droits de l'homme, en encourageant une information pluraliste et en soutenant la jeunesse, qui peut s'avérer vulnérable à l'attraction des doctrines fondamentalistes. Au niveau de la coopération entre partenaires du Nord et du Sud, il est important de renforcer la confiance mutuelle et d'envisager ensemble des adaptations du mode de coopération, par exemple avec des affectations de plus courte durée ou des Sud-Sud.

En conclusion, le processus d'apprentissage mutuel mené par Unité a démontré l'importance du phénomène des fondamentalismes pour la coopération par l'échange de personnes, sa grande complexité et la nécessité de le prendre en compte. A cette fin, il est primordial de continuer d'approfondir ce champ et d'y sensibiliser les différents acteurs des projets. Le partage direct d'expériences, qui permet d'échanger directement sur des contextes concrets a notamment démontré son intérêt dans le cadre des ateliers qui ont été menés. ■

Les fondamentalismes en tant que défi pour la coopération, Enquête sur la coopération par l'échange de personnes suisse, Unité, en collaboration avec Josef Estermann (COMUNDO), Anne-Marie Holenstein (Indépendante), Josefina Hurtado (Mission 21) et Nicolas Monnier (DM-échange et mission).



Neue Kürzungen in der Entwicklungshilfe sind inakzeptabel

Nachdem das Budget für die Schweizer Entwicklungszusammenarbeit bereits 2017 arg gekürzt wurde, drohen für 2018 und 2019 erneut drastische Einschnitte, wenn es nach dem Bundesrat geht. Zwar profitiert die Schweiz stark von der globalisierten Wirtschaft, nimmt aber ihren Teil der Verantwortung für eine gerechtere Welt nur widerwillig wahr. Diese Haltung ist inakzeptabel.

Text

Raji Sultan

Übersetzung

Theodora Peter

Foto

Services du Parlement
Berne

Diagramm

Weltbank

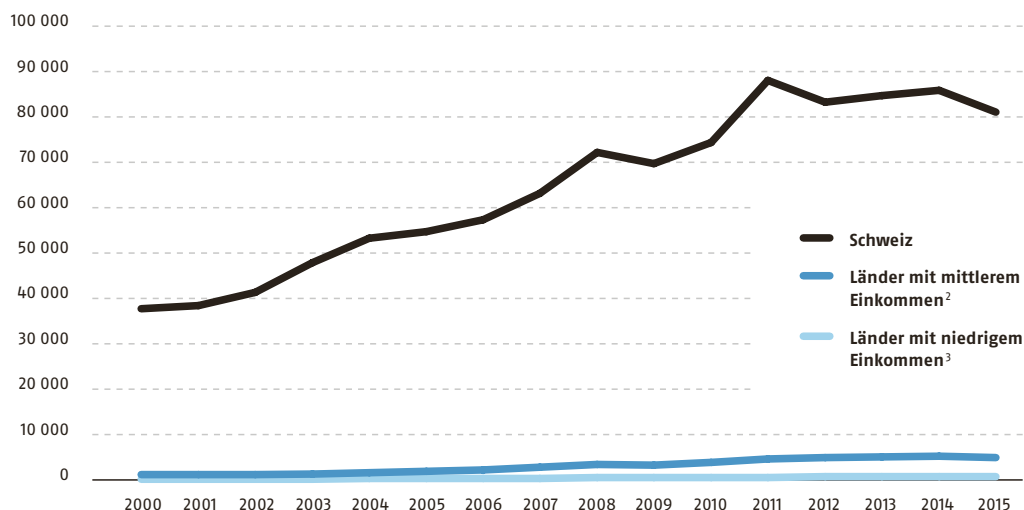


Trotz der Ungleichheiten, die es auch hierzulande gibt, bleibt die Schweiz eines der reichsten Länder der Welt und gehört zu den Gewinnerinnen der Globalisierung. Ihr Aussenhandel verzeichnet einen Bilanzüberschuss von 36,5 Milliarden Franken, wovon 23,7 Milliarden allein aus dem Handel mit Afrika, Asien und Lateinamerika stammen¹. Dies ist achtmal so viel, wie die Schweiz im gleichen Jahr für die humanitäre Hilfe und die Entwicklungszusammenarbeit ausgab. Somit fliesst das Geld vom Süden in die Schweiz und nicht umgekehrt. Gleichzeitig wächst das Bruttoinlandprodukt (BIP) pro Einwohner der Schweiz im Vergleich mit Ländern mit mittleren² oder schwachen Einkommen³ in unverschämte Höhen (siehe Abbildung oben rechts) – eine schwindelerregende Entwicklung, die Bauchschmerzen verursacht.

Entwicklung des BIP pro Einwohner

in US\$

Quelle: Weltbank



Diese privilegierte Position hat die Schweiz nicht zufällig erlangt. Auf der einen Seite hat sie sich ihren Platz in der Welt durch ihr Know-how und Engagement in der humanitären Hilfe, bei der Entwicklungszusammenarbeit und durch gute Dienste geschaffen. Dies hat ihr zu Vertrauen und Empathie verholfen. Auf der anderen Seite zieht das Land viel ausländisches Kapital an, insbesondere durch eine umstrittene Steuer- und Handelspolitik oder durch den Bankenplatz, was im Ausland auf negative Resonanz stösst. Dieser Widerspruch ist so eindeutig wie störend.

Weit weg von einer Führungsrolle

Die Schweiz profitiert von einer seltenen Lebensqualität, die mit einer besonderen Verantwortung einhergehen sollte. Einer Verantwortung, die dafür sorgt, dass das Land nicht auf dem Buckel der Schwächsten floriert, sondern dass seine Gewinne in eine gerechtere Welt reinvestiert werden. Die von der UNO 2015 verabschiedeten Nachhaltigkeitsziele bekräftigen die Notwendigkeit, dass die öffentlichen Entwicklungshilfegelder 0,7 Prozent des Bruttonationaleinkommens (BNE) betragen sollten. Die Schweiz liegt derzeit bei 0,54 Prozent des BNE. Dieser Prozentsatz ist nach wie vor ungenügend, umso mehr als zynischerweise die Asylkosten mit eingerechnet sind. Ohne diese Anrechnung beträgt die Quote nur noch 0,39 Prozent!

Angesichts ihrer privilegierten Lage müsste die Schweiz eine Führungsrolle übernehmen. Deutschland, Grossbritannien, Dänemark, Luxemburg, Norwegen und Schweden haben das 0,7-Prozent-Ziel letztes Jahr erreicht, die drei letztgenannten Länder sogar ohne Anrechnung der Asylkosten. Es handelt sich somit nicht um eine Utopie. In diesem Umfeld ist es schlicht inakzeptabel, dass der Solidaritätsanteil der Schweiz in den nächsten Jahren erneut beschnitten werden soll. ■

1 Jahresbericht zum Schweizer Aussenhandel 2015, Eidgenössische Zollverwaltung, September 2016.

2 Statistik-Kategorie der Weltbank: Länder mit einem BNE pro Einwohner zwischen US\$ 1026 und 12 475 im Jahr 2015.

3 Länder mit einem BNE pro Einwohner unter US\$ 1025 im Jahr 2015.



Über uns

Seit fünfzig Jahren setzt sich Unité, der Schweizer Verband für Personelle Entwicklungszusammenarbeit, für die Verbesserung der Qualität der Facheinsätze im Freiwilligenstatus durch Standardsetzung, Evaluationen, Studien sowie Unterstützung und Weiterbildung ein. Er besteht aus zwanzig Mitgliedorganisationen. In Partnerschaft mit der Direktion für Entwicklung und Zusammenarbeit (DEZA) engagiert sich der Verband für eine wirksame, nachhaltige und gerechte Zusammenarbeit mit den Südpartnern.

702 Einsätze der Personellen Entwicklungszusammenarbeit wurden im Jahr 2016 durchgeführt.

In **58** Ländern unterstützten sie lokale Partner.

A propos

Depuis cinquante ans, Unité, l'Association suisse pour l'échange de personnes dans la coopération au développement, veille à la qualité des engagements de volontaires au travers de standards, évaluations, appuis institutionnels, études et formations. Elle est formée d'une vingtaine d'organisations membres. En partenariat avec la Direction du Développement et de la Coopération (DDC), elle s'engage en faveur d'une coopération efficace, durable et équitable avec les partenaires du Sud.

702 affectations de coopération par l'échange de personnes ont été menées en 2016.

Dans **58** pays, elles ont soutenu des partenaires locaux.

Unité
Schweizerischer Verband
für Personelle Entwicklungs-
zusammenarbeit

Rosenweg 25, 3007 Bern
Telefon +41 (0)31 381 12 19
info@unite-ch.org

Unité
Association Suisse pour l'échange
de personnes dans la coopération
au développement

Rosenweg 25, 3007 Berne
Téléphone +41 (0)31 381 12 19
info@unite-ch.org

